

# Résolution adoptée par

## EXTRAITS :

### DU 16 SEPTEMBRE A MELUN :

Un an après avoir annoncé par le discours de de Gaulle du 16 septembre 1959 sa volonté d'arriver à un règlement de l'affaire algérienne, le grand capital français n'est arrivé à aucune solution de ce problème.

Les raisons pour lesquelles un arrêt de la guerre d'Algérie se faisait impératif pour le grand capital à cette époque sont tout aussi valables maintenant et peut-être même à un degré encore plus accentué : les nécessités de modernisation accélérée de l'économie française pour répondre à la mise en place du Marché Commun demeurent. Face à ces nécessités et s'y opposant, la coalition spécifique réalisée dans la lutte contre la Révolution algérienne entre l'armée, les colons et l'extrême-droite métropolitaine subsiste. Le poids énorme que fait peser la guerre d'Algérie sur l'ensemble de la vie économique française n'a fait que s'accroître, entravant les autres nécessités du grand capital face à la concurrence des autres impérialismes.

Malgré le coup porté aux ultras et à l'extrême droite en Métropole par l'échec du coup du 24 janvier, la recherche par le grand capital d'un compromis avec les représentants du peuple algérien s'est à ce jour soldée par un échec marqué par la fin des négociations de Melun.

Le compromis recherché, qui tout en accordant une autonomie de façade à l'Algérie, ne devait en aucun cas sacrifier les intérêts économiques du capitalisme français en Algérie et en particulier au Sahara, s'est avéré irréalisable. C'est au premier chef la conséquence de la force accrue de la Révolution algérienne et de l'extrême décision de sa lutte qui a accentué de façon considérable le hiatus existant entre les concessions acceptables de part et d'autre...

### APRES MELUN

... Avant d'analyser plus précisément le réveil politique actuel en France et les cadres dans lesquels il s'effectue, ainsi que ses conséquences sur l'avenir proche et plus lointain du mouvement ouvrier et du mouvement des

masses dans ce pays, il faut examiner les facteurs d'ordre international dont la répercussion directe ou indirecte influe sur les problèmes de la bourgeoisie française et au premier chef, celui de la guerre d'Algérie.

a.) Sur le plan économique : Une certaine détérioration de la situation se fait jour, dont les répercussions en France seront certaines. Déjà les derniers chiffres de la balance extérieure étaient mauvais. Une diminution des heures de travail est en cours dans diverses branches de l'industrie. Les difficultés du grand capital français dans une telle conjoncture vont rendre encore plus gênantes pour lui les nécessités de la poursuite de la guerre d'Algérie.

La classe ouvrière a montré que sur le plan économique, elle ne se trouve plus dans l'état d'apathie qui a suivi le 13 mai 1958 et qui a permis l'opération Pinay de fin 1958 (diminution du niveau de vie d'environ 10 %).

Cependant, les modifications de la conjoncture économique n'ont pas et, sauf dégradation accentuée peu probable de celle-ci, n'auront pas des effets considérables quant au niveau de vie. Mais les répercussions n'en seront pas moins importantes parce que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, les ouvriers se trouvent devant la menace d'une atteinte au plein emploi.

Dans ces conditions, il pourra y avoir des luttes localisées, des batailles très dures, limitées sur des revendications. Mais la menace qui plane désormais sur le marché du travail tendra à déplacer le mécontentement ouvrier sur un plan plus politique, même pour les revendications (les 40 heures) et favorisera la mise en avant dans toute lutte un peu large de la question de la guerre d'Algérie. Ceci s'est déjà manifesté en quelques cas symptomatiques (Mulhouse, Renault...).

Par ailleurs, dans certaines régions telles que la Bretagne, dans sa résistance à la pénétration capitaliste dans l'agriculture, la petite paysannerie pauvre fait preuve de grande combativité pour résoudre les problèmes que pose la mécanisation des travaux agricoles. Elle s'est donné de nouveaux dirigeants qui ont recherché l'unité avec la classe ouvrière.

Comme nous l'expliquons depuis la défaite de mai 1958, la question d'une lutte générale à partir de revendications économiques ne se trouvait plus à l'ordre du jour. Par contre, la « généralisation » tend à se faire sur un

## Suite du rapport de V. Régnault

Il en résultera pour le pouvoir gaulliste la possibilité pendant toute une étape de profiter du hiatus entre les courants d'avant-garde et le mouvement ouvrier dans son ensemble et plus encore entre ces courants et les larges masses.

On peut néanmoins penser que les coups que pourra ainsi porter le pouvoir, même s'ils frappent durement les courants d'avant-garde et même le mouvement ouvrier n'auront pas un effet de destruction du courant de réanimation politique mais au contraire le stimuleront.

### NOTRE INTERVENTION

A l'étape actuelle, notre action dans le nouveau contexte politique ainsi déterminé doit être double :

1.) Intervenir politiquement au sein des courants d'avant-garde pour, au travers de l'action au coude à coude avec eux, faire découvrir aux éléments les plus avancés de ces courants la logique anti-capitaliste de leur action, par delà même la lutte qu'ils mènent actuellement contre la guerre d'Algérie.

2.) Faire pénétrer par nos propres moyens d'organisation, de parti, cette action des courants d'avant-garde au sein de la classe ouvrière. De même que nous sommes les seuls à pouvoir élargir la compréhension politique et l'action des courants d'avant-garde, grâce à notre propre compréhension marxiste des problèmes à l'échelle internationale et en France, de même nous pouvons le mieux, parce que nous sommes un Parti et pas seulement le comité de rédaction d'un journal — populariser l'action de ces courants d'avant-garde dans le mouvement ouvrier et la classe elle-même.

Nous avons connu dans le passé des situations diverses : après avoir été dispersé en plusieurs groupes au moment de la défaite du mouvement ouvrier qui avait précédé la deuxième guerre mondiale, notre mouvement en France s'est réuni au début de 1944, en pleine période de répression fasciste, parce que la remontée du mouvement ouvrier poussait à l'unification des forces révolutionnaires.

A nouveau nous entrons dans une telle situation favorable de ce point de vue, et nous y entrons avec une expérience politique et organisationnelle infiniment plus grande que celle qui était la nôtre en 1944.

Le Comité Central qui sera élu à ce Congrès devra travailler consciemment en ce sens afin de permettre au Parti la réalisation maximum de ses responsabilités dans l'étape actuelle, non seulement en France, mais là où l'Internationale nous demandera d'envoyer des camarades en mission.